



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

office national

Question écrite n° 63113

Texte de la question

M. Maurice Leroy appelle l'attention de M. le ministre délégué aux anciens combattants sur les inquiétudes exprimées par l'UFAC et les associations représentatives du monde combattant à propos de la circulaire du 24 novembre 2004 relative à la réforme de l'administration départementale de l'État. Sans méconnaître les enjeux et la nécessaire adaptation des services de l'État pour répondre aux besoins de nos concitoyens dans les meilleures conditions et efficacément, ces associations craignent que la réforme proposée entraîne à terme la disparition de l'ONAC et de ses délégations départementales. Le monde combattant rappelle son attachement au maintien d'un interlocuteur de rang gouvernemental, à celui d'un budget autonome individualisé et à l'imprescriptibilité du droit à réparation. Il demande au Gouvernement les moyens qu'il entend mettre en oeuvre pour répondre à ces attentes et aux inquiétudes exprimées quant à l'avenir de l'ONAC.

Texte de la réponse

À la demande du Premier ministre, des réflexions ont été engagées par les préfets sur la base de la circulaire du 16 novembre 2004, afin d'améliorer l'organisation et le fonctionnement des services déconcentrés de l'État. Afin de dissiper les inquiétudes apparues, dans ce cadre, quant aux statuts et missions des directions interdépartementales des anciens combattants et victimes de guerre et des services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC), le Premier ministre a demandé que le travail engagé soit conduit « sans idée d'intégration ou de fusion » et que la spécificité du monde combattant et des organismes cités dans la circulaire soit parfaitement respectée. Dans le domaine particulier des institutions en charge du monde combattant, les évolutions attendues de la circulaire s'inscrivent donc, le cas échéant, uniquement dans le registre des aménagements matériels visant à conférer une plus grande efficacité à l'activité de ces structures. Celles-ci poursuivent, en revanche, selon leurs logiques et leurs calendriers respectifs, les démarches de modernisation déjà engagées. Dans le cas de l'ONAC, dont l'existence était menacée en 2002, il s'agit du contrat d'objectifs et de moyens qui garantit la pérennité de cet établissement public. Le Gouvernement est résolument attaché au monde combattant et aux institutions qui sont à son service, comme l'illustre l'ensemble de l'action conduite depuis 2002 (augmentation des crédits, décrystallisation, amélioration des conditions d'attribution de la carte du combattant, augmentation des pensions de veuves...) qui atteste de l'attention portée à ses légitimes attentes et de la volonté d'y répondre.

Données clés

Auteur : [M. Maurice Leroy](#)

Circonscription : Loir-et-Cher (3^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 63113

Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre

Ministère interrogé : anciens combattants

Ministère attributaire : anciens combattants

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 avril 2005, page 3954

Réponse publiée le : 7 juin 2005, page 5823